



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Journée nationale de la Résistance

Question écrite n° 48629

### Texte de la question

Mme Marie-Josée Roig attire l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre sur la possibilité d'instituer une Journée nationale de la Résistance le 27 mai, jour anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance. Cette journée ne serait pas fériée afin de ne pas charger davantage en date commémorative le mois de mai. Elle serait cependant partout en France l'occasion de rappeler aux générations futures quels étaient les idéaux de la Résistance et le rôle joué par beaucoup de nos compatriotes en faveur de l'honneur et de l'indépendance de la France. Les valeurs incarnées par la Résistance ont contribué à la reconstruction de la République et de la démocratie. Aussi, lui demande-t-elle quelles sont les intentions du Gouvernement en la matière.

### Texte de la réponse

Le combat pour la mémoire constitue pour le ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre une nécessité et une priorité absolue. Les anciens combattants, les Résistants, doivent être le socle sur lequel s'appuie notre conscience nationale car leur combat a été mené pour la défense de l'indépendance de la patrie, inséparable des valeurs qui sont celles des libertés et des droits de l'homme. Toutefois, pour ce qui concerne le vœu de voir le 27 mai être célébré comme « journée nationale de la Résistance », la réalisation pratique de ce souhait se heurte à une difficulté importante, celle d'ajouter une nouvelle commémoration officielle, surtout à une date de l'année proche de la célébration d'autres événements ou fêtes légales. Le ministre observe, à cet égard, que le dernier dimanche d'avril, journée du souvenir de la déportation, et le 8 mai, journée de la commémoration de la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie, évoquent ces moments tragiques puis glorieux de notre histoire. Le 8 mai est aussi la journée de tous ceux qui ont permis par leur engagement au grand jour comme les Français libres ou dans le combat de l'ombre, comme les Résistants à l'intérieur de la France occupée, à la patrie de retrouver sa liberté et son indépendance. Tous, groupes derrière le général de Gaulle, ont prouvé que la Résistance française ne s'est pas éteinte. C'est le sens du 18 juin. La ferveur qui doit être celle du peuple français, en hommage aux morts, et en souvenir de la fierté retrouvée, peut difficilement s'accommoder de la multiplication éventuelle de ces journées de commémoration. C'est à juste titre que les correspondants de l'honorable parlementaire soulignent la nécessité de transmettre à la jeunesse et à l'ensemble des générations futures les leçons humaines, historiques et patriotiques qui peuvent être tirées de la Résistance. C'est tout le sens de la politique de mémoire que le ministre mène à la tête de son département ministériel. Il rappelle notamment à cet égard que les ministères de l'éducation nationale et des anciens combattants et victimes de guerre organisent chaque année avec l'appui des enseignants et des associations de combattants le concours national de la Résistance et de la Déportation qui rencontre dans le monde scolaire un succès toujours croissant. C'est dans le même esprit qu'il encourage dans les collèges les programmes d'action éducative consacrés à la Résistance ainsi que les voyages d'étude sur les hauts lieux de la Seconde Guerre mondiale. Il se félicite de ce que les anciens résistants et déportés participent nombreux et de façon régulière, lorsqu'ils le peuvent ou qu'ils sont sollicités, à toutes les actions de mémoire. Il est en effet juste et indispensable que soient à l'honneur ceux qui furent à la peine, ceux dont le témoignage est le plus parfait démenti à tous les négateurs

de ces pages glorieuses de notre histoire. Le ministre ajoute enfin que, en accord avec le chef de l'Etat, un haut conseil de la memoire combattante a ete cree recemment (decret no 97-11 du 9 janvier 1997, publie au Journal officiel du 11 janvier 1997). Cette instance, placee aupres du President de la Republique, sera une autorite morale composee de personnalites indiscutables par leurs qualites au regard de la memoire historique et l'interet qu'elles portent a la conservation et a la revalorisation de celle-ci. Cette autorite morale ne saurait revetir un caractere administratif, associatif ou politique mais sera amenee a presenter au President de la Republique toutes suggestions sur ces questions qui engagent si profondement la nation.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Roig Marie-José](#)

**Circonscription :** - RPR

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 48629

**Rubrique :** Ceremonies publiques et commemorations

**Ministère interrogé :** anciens combattants et victimes de guerre

**Ministère attributaire :** anciens combattants et victimes de guerre

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 février 1997, page 894

**Réponse publiée le :** 17 mars 1997, page 1345